



27 JUILLET 2026

COLLÈGUES, NE PAYONS PAS LA CHALEUR AVEC NOTRE SANTÉ ! LE GOUVERNEMENT NOUS PREND POUR DES VARIABLES D'AJUSTEMENT !

Encore un décret de plus qui, sous couvert de « renforcer les obligations », nous enfonce un peu plus. Le gouvernement, avec son décret du 27 mai 2025, prétend nous protéger des fortes chaleurs. Mais en réalité, il officialise ce qu'on subit déjà : un système où tout repose sur nos épaules.

Nous refusons d'être les variables d'ajustement de la transition climatique et de la cupidité patronale !

SUD INDUSTRIE EXIGE :

- Que l'État conditionne le versement des 100 milliards d'aides publiques à des investissements réels et obligatoires dans la rénovation thermique des ateliers, sous la menace claire et immédiate de suspension ou de suppression des subventions pour les entreprises qui refusent de jouer le jeu !
- Que la loi impose aux employeurs de remédier aux passoires thermiques, sous peine de sanctions financières dissuasives et de remboursement des aides perçues !
- La prise en charge intégrale des pertes de productivité par l'employeur, et non par notre temps de vie !
- L'arrêt immédiat de ce chantage à la productivité qui nous tue à petit feu !
- Que la loi impose une température maxi de travail afin de forcer les entreprises à faire les travaux nécessaires dans les ateliers !

SUD INDUSTRIE DANS LES ENTREPRISES OÙ NOUS SOMMES IMPLANTÉS MULTIPLIE LES ACTIONS SYNDICALES FORTES POUR PROTÉGER LES SALARIÉS : PROCÉDURE DE DGI, APPEL À LA GRÈVE, DEMANDE DE CSE EXTRAORDINAIRE, DROITS DE RETRAIT COLLECTIFS

PENDANT QUE LES ENTREPRISES EMPOCHENT 100 MILLIARDS D'AIDES PUBLIQUES... payées par nos impôts et nos taxes, elles ne font rien pour garantir des conditions de travail dignes face aux fortes chaleurs, que ce soit dans des ateliers, des bureaux, en extérieur ou sur la route. Résultat, à nous de nous débrouiller !

Le nouveau décret nous propose quoi ?

- Des aménagements d'horaires : on s'adapte, on se lève plus tôt, on décale nos vies.
- Des arrêts maladie pour les plus vulnérables : on sort du système, on est mis à l'écart.

C'EST UNE DOUBLE PEINE !

Chaque minute de productivité perdue à cause de la chaleur, ils nous la font rattraper en dehors des pics de chaleur, par des journées de travail supplémentaires ou des heures en plus ! On paie de notre santé et de notre temps libre l'incapacité des patrons à investir dans des locaux décents.

LEURS SOLUTIONS, C'EST NOTRE PROBLÈME !

Pendant que nos ateliers sont des fournaies, le gouvernement préfère nous donner des consignes pour « gérer » la chaleur plutôt que d'obliger les entreprises à la faire disparaître. Pas de température maximale obligatoire, pas d'injonction forte. Juste de la gestion de flux, des vases communicants entre notre sueur et nos heures supplémentaires.

ASSEZ ! ARRÊTONS DE FINANCER LEUR INACTION ! 100 MILLIARDS D'EUROS PAR AN D'AIDES PUBLIQUES, C'EST NOTRE ARGENT !

**L'ARGENT PUBLIC DOIT SERVIR À NOUS PROTÉGER,
PAS À NOUS ASSASSINER !**

PLUTÔT QUE DE SUBIR, EXIGEONS !

PLUTÔT QUE DE PAYER, BLOQUONS !

Pour la santé et la dignité des travailleurs, battons-nous !

